

RÉGION ARABE

2011-2015 - Qu'est-il arrivé au printemps arabe, cinq ans après ?

mardi 23 février 2016, par [ACHCAR Gilbert](#), [MATTA Nada](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2015).

Initiée en Tunisie le 17 décembre 2010, une vague révolutionnaire s'est répandue à travers le monde arabe. Cinq ans plus tard, des forces contre-révolutionnaires composées de secteurs de l'ancien régime et de fondamentalistes islamiques ont repris l'initiative. Comment pouvons-nous prendre le pouls de cette conjoncture ? Quels en sont ses traits et ses perspectives principales ? Nada Matta, pour la revue *Jacobin*, a cherché à répondre à ces questions en discutant avec Gilbert Achcar, l'un des analystes de premier plan de la région.

Initiée en Tunisie le 17 décembre 2010, une vague révolutionnaire s'est répandue à travers le monde arabe. Des millions de personnes sont descendues dans les rues, exigeant la dignité, la démocratie et la justice sociale. Des mobilisations de masse d'une ampleur sans précédent se sont déroulées en Tunisie, en Égypte, en Libye, au Bahreïn, au Yémen et en Syrie. Elles ont transformé les dynamiques sociales et politiques dans l'ensemble de la région. Une politique de l'espoir est devenue possible. Cinq ans plus tard, des forces contre-révolutionnaires composées de secteurs de l'ancien régime et de fondamentalistes islamiques ont repris l'initiative politique et s'affrontent violemment pour le contrôle. L'Égypte se trouve sous une dictature pire que celle qui précédait le soulèvement ; des guerres civiles ont éclaté en Syrie, en Libye et au Yémen. Des centaines de milliers de personnes sont mortes et des millions ont été déplacées.

Un processus révolutionnaire à long terme

Nada Matta : Lorsque les soulèvements dans le monde arabe ont commencé, tu as souligné dès le début qu'il s'agirait là d'un long processus de lutte qui oscillerait entre moments de succès et de reculs. Cinq ans plus tard, quelle est ton évaluation générale ?

Gilbert Achcar : Afin de clarifier les termes de la discussion, il faut se souvenir que l'opinion dominante au début, en particulier dans les médias occidentaux, était que la région arabe entrait dans une période de transitions démocratiques, que cela prendrait quelques semaines ou quelques mois dans chacun des pays et qu'elle resterait relativement pacifique, conduisant vers une nouvelle époque de « démocratie électorale » à l'échelle de la région.

Selon cette opinion, la transition a été essentiellement réalisée en Tunisie avec la chute de Ben Ali, et en Égypte avec celle de Moubarak. Il semblait acquis qu'un même modèle s'étendrait à la plupart des pays de la région, par effet de domino, d'une manière semblable à ce qui s'est passé en Europe de l'Est en 1989-91. Cette vision était résumée par le label « printemps arabe », qui s'est répandu très rapidement.

L'idée sur laquelle reposait cette vision était que ce « printemps » était le résultat d'une évolution culturelle et politique apportée par une nouvelle génération connectée à la culture mondiale, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les soulèvements étaient donc, selon cette appréciation, essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, une lutte pour les libertés politiques et la démocratie.

Cette vision n'était, bien entendu, pas entièrement à côté de la plaque. Ces dimensions constituaient des caractéristiques décisives de ces soulèvements. Néanmoins, le point central sur lequel j'ai insisté dès le début, était que les racines profondes du bouleversement régional étaient sociales et économiques avant d'être politiques. Ce qui se passait était, avant tout, une explosion sociale, même si elle a pris un caractère politique à l'instar de toute explosion sociale de grande échelle.

Le fond social de ces soulèvements ressort du fait qu'ils ont débuté dans les deux pays dans lesquels s'est déroulée la plus remarquable accumulation de luttes sociales, de luttes de classes, au cours des années précédentes : la Tunisie et l'Égypte. Les slogans du soulèvement eux-mêmes ne se limitaient pas au politique, ils ne portaient pas simplement sur la démocratie et la liberté, mais également, et de manière très forte, sur des revendications sociales.

À partir de là, les soulèvements de la région peuvent être analysés à travers des lunettes marxistes comme un cas classique de révolution sociale résultant du blocage prolongé du développement dont a souffert la région de langue arabe pendant trois décennies, avec des taux records de croissance faible produisant de très hauts niveaux de chômage, en particulier dans la jeunesse.

J'étais particulièrement prêt à voir les choses sous cet angle dans la mesure où j'enseignais depuis plusieurs années un cours intitulé Problèmes du développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il était clair pour moi que le « blocage » du développement de la région conduirait tôt ou tard à une explosion sociale majeure.

C'est la raison pour laquelle j'ai qualifié très tôt ce qui a débuté en Tunisie le 17 décembre 2010 avant de s'étendre à l'ensemble de la région de commencement d'un processus révolutionnaire à long terme. Par ce terme, je fais référence à des processus historiques de révolution qui se déroulent non pas en quelques semaines ou mois, mais sur des années et des décennies. Les soulèvements ouvraient sur une période longue d'instabilité régionale, ils passeraient nécessairement par des hauts et des bas, par des vagues révolutionnaires et des revers contre-révolutionnaires, avec une dimension violente très forte.

Au début, cela semblait pessimiste car je disais aux gens de revenir de l'euphorie qui les avait saisis, soulignant que l'on était loin de la « fin de l'histoire », que ce qui était en jeu était extrêmement complexe et difficile, que cela prendrait du temps et que cela ne resterait pas pacifique. Dès le tout début, j'ai également insisté sur le fait que les scénarios tunisien et égyptien de renversement relativement pacifique (1) des dirigeants ne pouvaient pas se répéter dans des pays comme la Libye et la Syrie, ni d'ailleurs dans les monarchies du Golfe : je l'ai dit avant que le soulèvement débute dans ces pays.

Actuellement, il est possible que j'apparaisse comme optimiste lorsque j'affirme que le processus révolutionnaire est loin d'être achevé, que j'invite les gens à garder le moral, à sortir de la morosité qui les paralyse. La situation paraît désastreuse et catastrophique dans de nombreux pays : avant tout, bien entendu, en Syrie où se déroule une immense tragédie, mais aussi au Yémen, en Libye et en Égypte. Ce n'est toutefois pas la fin. Il n'y aura pas de stabilité dans la région, sur le long terme, à moins que ne surviennent des changements sociaux et politiques radicaux.

Bien sûr, il n'est pas certain que de tels changements se produisent. Mon attitude ne relève pas de

l'optimisme, mais plutôt d'une volonté d'appréhender les dynamiques de la crise dans une perspective historique, en soulignant qu'il y a toujours de l'espoir. La seule prédiction certaine que l'on peut faire est que, sans l'apparition des conditions politiques subjectives pour un changement social et politique, c'est-à-dire de forces politiques organisées portant la bannière d'un changement progressiste, la région est vouée à voir d'autres catastrophes, comme celles que nous avons vues, en particulier depuis deux ans.

États rentiers « patrimoniaux » et « néopatrimoniaux »

Nada Matta : Peux-tu décrire les causes économiques et sociales qui sous-tendent ces soulèvements ? Quel est cet blocage prolongé du développement qui a conduit aux soulèvements ?

Gilbert Achcar : Ce point est analysé en détail dans les deux premiers chapitres de mon ouvrage *Le peuple veut*. En résumé : si l'on observe les taux de développement économique de la région de langue arabe en les comparant à l'ensemble des autres régions d'Afrique et d'Asie, il est impossible de ne pas remarquer qu'ils ont été très faibles. Les taux de croissance du PIB, en particulier la croissance du PIB par tête, ont été très faibles.

Cela signifie que les économies en question n'ont pas été en mesure de créer suffisamment d'emplois correspondant à la croissance démographique, ce qui a provoqué un chômage massif, en particulier parmi les jeunes et les femmes. Au cours des dernières décennies, la région arabophone a détenu les niveaux les plus élevés de chômage du monde.

Ce blocage économique prolongé a produit des conséquences sociales explosives : non seulement du chômage de masse, mais aussi d'autres problèmes sociaux, y compris des inégalités locales et régionales immenses. La coexistence d'une richesse extrêmement ostentatoire avec une pauvreté extrême crée d'immenses frustrations. Ce problème s'est aggravé considérablement suite au boom pétrolier des années 1970. Comme je le dis souvent, la véritable question en 2011 n'était pas tellement pourquoi il y a eu une explosion, mais pourquoi il a fallu si longtemps pour qu'elle survienne étant donné la suraccumulation d'un potentiel explosif.

La raison de ce blocage économique se trouve dans les rouages du néolibéralisme dans le contexte du monde arabe. À l'instar de la plupart des pays du monde, les États arabes ont commencé à adopter le paradigme néolibéral dans les années 1970. Cela a conduit à ce que l'État se retire progressivement de l'économie. Selon le credo néolibéral, le rôle déclinant des investissements publics devait être compensé par le secteur privé, qui se voyait offrir de nombreuses incitations.

Ce modèle de croissance tirée par l'économie privée a fonctionné dans certains pays dont les conditions étaient appropriées, comme le Chili, la Turquie ou même l'Inde, mais avec un coût social très élevé. En raison de la nature de l'État, cela ne pouvait simplement pas fonctionner dans le monde arabe.

La grande majorité des États arabes combinent deux caractéristiques : il s'agit d'États rentiers, c'est-à-dire de pays où les rentes (provenant de ressources naturelles ou de fonctions stratégiques) constituent une fraction appréciable des revenus de l'État ; et ce sont des États qui se situent sur une échelle allant de « patrimonial » et « néopatrimonial », la particularité principale étant l'existence d'un noyau d'États pleinement patrimoniaux, c'est-à-dire des États qui sont, pour ainsi dire, « possédés » par le groupe dominant - à la différence de « l'État moderne » dans lequel le personnel dominant est composé de fonctionnaires. Ces caractéristiques ont abouti à ce que j'ai appelé une « détermination à dominante politique des orientations de l'activité économique ».

Si l'on ajoute à cela les conditions politiques générales de forte instabilité et de conflits dans la

région, on comprend qu'il n'était pas possible que le secteur privé devienne l'agent d'une espèce de miracle économique comme les néolibéraux voulaient le croire. Les investissements privés sont restés assez limités, en grande partie spéculatifs, et orientés vers des profits rapides. Le déclin et la stagnation des investissements publics n'ont pas été compensés par le secteur privé. Le modèle néolibéral a lamentablement échoué dans le monde arabe.

Tout cela souligne le fait que les bouleversements étaient le résultat d'une crise structurelle, et non pas épisodique ou cyclique. Et il ne s'agissait pas d'un processus de démocratisation surgissant au sommet d'une longue période de développement, ainsi que cela a pu se produire dans certains pays « émergents », mais le résultat d'un blocage prolongé. La conclusion logique est donc que les pays de la région ont besoin d'un changement radical de leur structure socio-politique afin de surmonter ce blocage.

Retirer le sommet de l'iceberg, se débarrasser de Ben Ali ou de Moubarak ainsi que de leur entourage, ne peut mettre fin aux bouleversements. C'est pour cette raison que j'insiste depuis le début sur le long terme ainsi que sur la notion de « processus révolutionnaire », par opposition à celle de « révolution » tout court qui comporte l'idée qu'elle s'achève avec la chute des autocrates.

Nada Matta : Comment de telles difficultés économiques et de tels problèmes de développement se sont-ils traduits en des mouvements de grande ampleur en faveur du changement, telles que ces révoltes ? Est-ce le degré de pénurie, comme le chômage, qui a fait une différence ? Un contre-argument serait que les privations économiques et les problèmes de développement existent dans le monde arabe et dans d'autres pays depuis longtemps sans pour autant conduire à des révoltes.

Gilbert Achcar : Ce n'est pas véritablement un contre-argument car nous décrivons un blocage qui s'est aggravé au cours de trois décennies. Cela comporte des effets cumulatifs. L'un d'entre eux est l'augmentation du nombre de chômeurs. Le taux de chômage n'a pas été constant au cours de cette période. Il a augmenté et atteint un niveau très élevé après plusieurs années. À un certain moment, l'effet social cumulatif d'un blocage économique tend à provoquer une explosion dans des régimes hermétiquement clos. Pour commencer.

Ensuite, un ensemble de facteurs politiques interviennent dans la détermination du moment de l'explosion. J'emprunte à Althusser le concept de surdétermination appliqué aux événements historiques. L'explosion a été surdéterminée dans le sens que, outre les facteurs sociaux et économiques structurels, un ensemble de facteurs politiques sont entrés en ligne de compte.

L'un d'entre eux, par exemple, a été l'effet déstabilisant des guerres impérialistes dans la région, en particulier l'occupation de l'Irak. Ces facteurs divers ont coïncidé dans la production du grand bouleversement.

Mais ils n'ont pas tous le même poids : les facteurs sociaux et économiques sont les plus importants, mais leur combinaison a été particulièrement explosive.

Importance du mouvement des travailleurs

Nada Matta : Quels sont les groupes sociaux qui ont joué un rôle dans l'organisation de ces soulèvements ? Ceux qui les ont animés ont-ils des origines sociales spécifiques, et pourquoi ? Y a-t-il eu des différences entre les pays arabes ?

Gilbert Achcar : Il y a eu, bien entendu, des différences, mais il y a sur ce plan certains traits communs. Commençons par ces derniers. Les médias ont dépeint le mouvement comme étant dirigé

par des jeunes qui se débrouillaient avec internet et qui avaient créé des réseaux au moyen des réseaux sociaux. Les soulèvements ont même été appelés les « révolutions Facebook ».

Une fois encore, cela n'est pas entièrement faux, mais il ne s'agit que d'un fragment de la vérité. Parmi les organisateurs des soulèvements, il y a effectivement eu des jeunes reliés entre eux grâce aux médias sociaux. Ils ont joué un rôle clé dans l'organisation des manifestations et des rassemblements d'une extrémité à l'autre du monde arabophone, du Maroc à la Syrie.

Il y avait cependant d'autres forces qui ont bien moins intéressé les médias. Il est impossible de ne pas les remarquer si l'on se demande : pourquoi les soulèvements ont-ils remporté une première victoire en Tunisie et pourquoi l'Égypte a été le deuxième pays, pourquoi ce sont ces deux pays qui ont montré la voie ? Si l'on se penche avec sérieux sur cette question, on ne peut éviter de remarquer qu'un trait commun de ces deux pays réside dans l'importance du mouvement des travailleurs.

La Tunisie est le seul pays de la région où existe un puissant mouvement organisé de travailleurs disposant d'un certain degré d'autonomie vis-à-vis de l'État, permettant la présence de militants et de cadres intermédiaires combattifs.

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) est une organisation remarquable qui a joué un rôle fondamental dans l'histoire sociale et politique de la Tunisie. De nombreux gens de gauche figurent parmi ses cadres intermédiaires. L'UGTT a été l'organisateur réel du soulèvement en Tunisie une fois qu'il a débuté. Sans elle, le mouvement n'aurait jamais remporté aussi rapidement la victoire qui a été la sienne, en l'espace de moins d'un mois.

Sous la pression de certaines sections, tel le syndicat des enseignants du primaire, l'UGTT a été impliquée dans l'organisation du mouvement et lui a donné une forte impulsion. Ses sections locales ont joué un rôle clé dès le début dans les régions où le soulèvement a commencé à se répandre, et ils ont ensuite poussé la direction de l'UGTT à entrer en lice.

L'UGTT a organisé des grèves générales itinérantes, une région après l'autre. Le jour où Ben Ali a fui la Tunisie, le 14 janvier 2011, est en fait celui où la grève générale atteignit la capitale. Ainsi, l'UGTT était, en réalité, le véritable organisateur du soulèvement en Tunisie.

Il n'existe malheureusement pas d'équivalent de l'UGTT en Égypte : le mouvement des travailleurs organisés est sous le contrôle de l'État, à l'exception de quelques syndicats indépendants qui étaient encore récents et de petite taille lorsque le soulèvement a débuté. Le mouvement a plutôt été dirigé par un ensemble de forces politiques.

Les activistes Facebook ont bien sûr joué un rôle. Réduire cependant le soulèvement égyptien à Wael Ghonim, le dirigeant du marketing de la région pour Google, qui a créé une fameuse page Facebook et qui n'était pas même en Égypte, mais à Dubaï, et de le dépeindre comme une figure clé du soulèvement, ainsi que l'ont fait un temps les médias mondiaux, est tout à fait ridicule.

Ce n'est pas uniquement un réseau virtuel qui a appelé à des manifestations de masse pour le 25 janvier 2011, mais un ensemble de 17 forces politiques tout à fait réelles. Des réseaux politiques réels, actifs sur le terrain, étaient impliqués. En préparant le terrain pour le soulèvement, et c'est un point décisif, le mouvement des travailleurs a été crucial. L'explosion en Égypte est survenue sur une vague de cinq années de luttes ouvrières d'une ampleur impressionnante, la plus importante dans l'histoire du pays.

La marée a atteint son sommet en 2007-2008, mais elle est restée forte jusqu'en 2011. Lors du soulèvement lui-même, début février, la classe ouvrière est entrée dans l'action : des centaines de

milliers de travailleurs sont partis en grève dès que le gouvernement a exigé une reprise du travail. Cette vague de grèves a été déterminante dans la précipitation de la chute de Moubarak.

Voici les forces réelles qui ont joué un rôle central en Égypte et en Tunisie. Au Bahreïn, les travailleurs ont également joué un rôle clé, qui a été complètement négligé. Là-bas, tout comme en Tunisie, existait un mouvement indépendant de travailleurs organisés, même si ce dernier était moins puissant que celui de Tunisie, qui a été déterminant dans les phases initiales du soulèvement en organisant une grève générale.

Le mouvement des travailleurs de Bahreïn a été toutefois réprimé brutalement, non seulement politiquement, mais aussi par des licenciements massifs de travailleurs. Même au Yémen le soulèvement a été précédé par une vague de grèves.

Dans des pays comme la Syrie ou la Libye, en revanche, en raison de la présence de gouvernements dictatoriaux extrêmes, il n'existait pas des groupes organisés autonomes, qu'ils soient politiques ou même sociaux. La majorité de l'opposition politique est partie en exil après avoir souffert une terrible répression - et il y a eu de nombreux assassinats de dissidents, y compris à l'étranger. Ce qui pouvait rester de personnes opposées au régime en Syrie était placé sous une très étroite surveillance et ne pouvait participer à une quelconque activité d'une certaine dimension.

C'est la raison pour laquelle dans ces pays les réseaux internet ont joué un rôle crucial. En Syrie, le soulèvement, dans sa phase initiale qui a duré quelques mois, était organisé par des comités de coordination (tansiqiyat) composés principalement de jeunes utilisant les réseaux internet.

Ainsi, selon les conditions sociales et politiques de chaque pays, différents facteurs sociaux et politiques sont entrés en ligne de compte dans l'organisation du soulèvement.

Égypte et Tunisie

Nada Matta : Observons de plus près l'Égypte et la Tunisie, avant de revenir à la Syrie. Si l'on peut rejeter les explications selon lesquelles le soulèvement a été le résultat de ruptures au sein des élites dominantes des pays arabes, il existait cependant en Égypte des tensions croissantes entre des élites néolibérales nouvelles, émergentes, et ce qui était habituellement caractérisé comme la vieille garde pro-Moubarak et les élites militaires. Comment évalues-tu ces tensions ? Penses-tu qu'elles ont eu un impact sur les révoltes et penses-tu qu'elles indiquent une tendance générale dans le monde arabe, comme résultante du rôle politique croissant du capital privé ?

Gilbert Achcar : Ces traits ont été exagérés par un grand nombre de wishful thinking (2) basé sur l'un des mantras des sciences politiques selon lequel les « classes moyennes » sont l'agent déterminant des changements démocratiques. Nous avons donc beaucoup entendu, au début, cette idée que le soulèvement était dirigé par les classes moyennes occidentalisées. En réalité, la bourgeoisie néolibérale dans sa large majorité était effrayée par les dynamiques du soulèvement.

Si dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, certains membres de ces classes ont pris leurs distances avec l'autocrate, ce n'est que parce qu'il était devenu un handicap. Ils ne l'ont fait fondamentalement que dans le but de préserver l'État. Et si certains membres de la classe capitaliste néolibérale, tel que Naguib Sawiris (3) en Égypte, par exemple, se sont profilés de manière opportuniste comme des libéraux, le noyau de l'élite économique n'a pas soutenu le soulèvement.

Néanmoins, autant en Tunisie qu'en Égypte, l'armée et une grande partie de l'appareil d'État ont fini par être convaincus qu'ils devaient se débarrasser du président afin d'empêcher le soulèvement de se poursuivre et de se radicaliser. Les gens oublient souvent que le 11 février 2011 - la chute de

Moubarak - en Égypte a été autant un coup d'État militaire que l'a été le 3 juillet 2013 - renversement du gouvernement de Morsi. Les deux coups d'État ont été mis en œuvre par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), à la tête duquel se trouvait d'abord Mohammed Tantoui puis l'actuel président al-Sissi. Ces deux coups d'État ont détourné une mobilisation de masse gigantesque.

Nada Matta : Certains affirment qu'il existait un certain malaise au sein des élites militaires en Égypte vis-à-vis du fils de Moubarak, Gamal, ainsi que face au pouvoir croissant des élites économiques autour de lui. Penses-tu que cela a eu un effet sur le soulèvement ?

Gilbert Achcar : Il y avait sans aucun doute des tensions en Égypte entre l'armée, d'un côté, et Gamal Moubarak et ses acolytes, de l'autre. Ils étaient en fait en concurrence car l'armée est aussi, en Égypte, une institution économique. Il s'agit en réalité, et de loin, du plus important groupe d'intérêts économiques du pays.

Les forces armées sont impliquées dans toutes sortes d'activités économiques sans relation avec les affaires militaires. Ils agissent en tant que holding de première importance, en concurrence avec certains entrepreneurs et sous-traitant à d'autres - tout en affirmant un droit de préemption sur tous les contrats.

Les tensions entre l'armée et Gamal Moubarak se sont exacerbées lorsque Hosni Moubarak a exprimé son intention de lui passer le pouvoir. L'armée y était bien sûr totalement opposée. Ce d'autant plus que cela allait à l'encontre de la tradition ancienne du gouvernement de la République égyptienne aux mains de militaires. Après Nasser (4), autant Sadate (5) que Moubarak sont comme lui issus de l'armée.

Mais ces tensions n'étaient pas centrales dans le soulèvement. Elles indiquent l'arrière-fond des changements qui se déroulaient au sommet, mais le soulèvement est sorti du fond de la société, il ne s'agissait en aucune mesure d'une lutte au sein des élites.

Nada Matta : Plus récemment, le mouvement ouvrier a été un partenaire important dans les négociations sur l'avenir de la Tunisie. On peut aussi affirmer que l'augmentation des luttes ouvrières en Égypte en 2012 explique partiellement le coup d'État de 2013. Sissi ne voulait pas uniquement écraser les Frères musulmans. Il voulait aussi mettre un terme à la radicalisation en cours ainsi qu'aux niveaux croissants d'agitation sociale qui ont culminé début 2013 contre Morsi. Comment et pourquoi les travailleurs en Égypte et en Tunisie ont-ils joué des rôles différents ?

Gilbert Achcar : Avant tout, ainsi que je l'ai mentionné auparavant, il n'y a malheureusement pas d'équivalent égyptien de l'UGTT tunisienne, car depuis l'époque de Nasser et jusqu'en 2011, le mouvement des travailleurs était entièrement sous contrôle de l'État. Bien que nous ayons assisté à l'émergence d'un mouvement indépendant des travailleurs en plein essor peu de temps avant le soulèvement, il n'a jamais atteint un niveau qui puisse se comparer au mouvement tunisien.

Il est vrai que la classe ouvrière a joué un rôle majeur dans les deux pays. Mais dans un cas, ce rôle a été celui de la classe ouvrière organisée, alors que dans l'autre la classe dans son ensemble était et reste inorganisée : il s'agit principalement de grèves sauvages organisées à l'échelle locale. Les plus importants ont été les 24 000 ouvriers du textile d'El-Mahalla El-Kubra en Égypte. Ils ont été à l'avant-garde des luttes de classe en Égypte avant le soulèvement et jusqu'à maintenant. Ils se sont retrouvés en première ligne dans chaque moment crucial.

Mais l'absence d'un mouvement organisé de travailleurs sur une base d'indépendance de classe à

l'échelle du pays a eu d'importantes implications en Égypte. L'existence de l'UGTT est le facteur principal qui explique que les événements se sont engagés en Tunisie sur une autre voie - outre l'absence d'une tradition de gouvernement militaire : la Tunisie était un État policier sous Ben Ali et non une dictature militaire.

La combinaison de ces deux facteurs - l'extériorité relative de l'armée envers la politique et l'importance du mouvement des travailleurs organisés - explique pourquoi le mouvement des travailleurs a pu jouer un tel rôle en Tunisie.

Il ne s'agit pas, cependant, d'un mouvement révolutionnaire. La gauche est devenue hégémonique depuis 2011, mais sa majorité n'est pas radicale. L'UGTT s'engage dans les luttes économiques élémentaires, mais son but n'est pas de changer la nature de classe du pouvoir.

C'est la raison pour laquelle elle cherche des compromis avec le patronat et l'État et c'est pourquoi elle a joué le rôle de conciliateur entre les deux factions contre-révolutionnaires du pays - l'ancien régime et le mouvement islamique - au lieu de s'opposer aux deux dans la perspective d'un changement social radical. Sous cet angle, le fait qu'elle ait reçu, au côté du syndicat patronal, le prix Nobel de la paix est assez parlant.

Dans la perspective orientaliste dominante en Occident, néanmoins, « l'exception démocratique » tunisienne est comprise comme relevant d'un facteur « culturel ». Ceux qui soutiennent cette thèse, s'ils n'avaient pas honte de le dire, attribueraient cette « exception démocratique » à Ben Ali lui-même !

La seule et véritable exception tunisienne est l'UGTT, ce puissant mouvement indépendant de travailleurs organisés. Cela confirme le fait que le facteur le plus important pour la démocratie n'est pas tant « les classes moyennes », ainsi que le soutiennent les sciences politiques bourgeoises, mais le mouvement des travailleurs.

Le critère le plus exact de démocratie politique réside, en outre, dans le respect des droits du travail ainsi que dans l'existence d'un mouvement indépendant de travailleurs. Vous pouvez trouver plusieurs pays avec une « classe moyenne » prospère sous une dictature, mais vous ne trouverez nulle part un mouvement autonome de travailleurs dans une dictature.

Nada Matta : La contre-révolution a gagné dans presque tous les pays arabes, à l'exception de la Tunisie pourrait-on dire. Bien que les Tunisiens n'aient pas abouti dans leur quête de démocratie et de justice sociale, il y existe au moins encore un potentiel de défi des centres de pouvoir.

Gilbert Achcar : Je crains que la Tunisie ne soit pas une exception à la tendance régionale contre-révolutionnaire. Elle fait aussi l'expérience d'une phase de contre-révolution, bien qu'elle soit plus « légère ». La Tunisie assiste à un retour massif de membres de l'ancien régime.

L'actuel président tunisien, Béji Caïd Essebsi - au-delà du fait qu'il est le plus vieux chef d'État sur terre après Mugabe du Zimbabwe et la reine d'Angleterre, ce qui est un paradoxe pour la prétendue issue d'une « révolution jeune » - est un membre à part entière de l'ancien régime. Le nouveau parti dominant en Tunisie, Nidaa Tounes, est dans une large mesure - pas exclusivement mais dans une très large large mesure - une version rénovée du parti dirigeant de l'ancien régime.

Mais, à la différence de l'Égypte, tout cela se déroule d'une manière plus douce et pacifique. Le fait décisif est que la Tunisie est actuellement gouvernée par une coalition entre cette version renouvelée de l'ancien régime et Ennahdha, l'équivalent tunisien des Frères musulmans égyptiens,

même si cette formation n'avait pas la même force.

Il s'agit d'un scénario différent où les deux ailes de la contre-révolution sont en coalition au lieu de se combattre, et c'est effectivement le scénario que les États-Unis souhaitent voir étendu à l'ensemble de la région : une coalition de membres rénovés de l'ancien régime avec la prétendue opposition modérée représentée par les sections régionales des Frères musulmans.

Syrie, la gauche piégée par la propagande

Nada Matta : Venons-en à la Syrie. Pourquoi autant de gens à gauche « se perdent » sur la Syrie ? Le régime syrien est extrêmement oppresseur et mène une politique confessionnelle forte. Pourtant, la révolution syrienne n'a pas reçu le même soutien que les autres révolutions.

Gilbert Achcar : Je pense que cela provient avant tout d'idées fausses, en réaction contre le gouvernement des États-Unis. Ceux qui ne connaissent pas l'histoire de la région pensent que, parce que le régime syrien est allié à l'Iran et au Hezbollah libanais, il est antisioniste et anti-impérialiste.

La propagande du régime syrien le dépeint également de cette manière. Fin janvier 2011, dans un entretien fameux que Bachar el-Assad a accordé au Wall Street Journal, avant le début du soulèvement en Syrie, il expliquait que son pays était immunisé contre la contagion régionale – ainsi qu'il voulait le croire – parce que son régime était « étroitement lié aux convictions du peuple ». Il ajoutait que « les gens ne vivent pas exclusivement d'intérêts ; ils vivent aussi de convictions, en particulier dans des domaines très idéologiques ». Il voulait ainsi laisser penser que le « très idéologique » peuple syrien croit qu'il est antisioniste et anti-impérialiste et que donc son régime rencontre une satisfaction populaire.

Ainsi, lorsque Hosni Moubarak a été démis par l'armée égyptienne, la télévision d'État syrienne annonça la nouvelle sous le titre : « Chute du régime de Camp David » (6). Ils voulaient croire, ou plutôt faire croire, que le soulèvement égyptien était le résultat du traité de paix de 1978 avec Israël, alors que le régime syrien prétendument nationaliste était immunisé face aux révoltes populaires. Il s'agissait bien sûr juste d'une volonté de prendre ses désirs pour des réalités, comme les événements l'ont prouvé quelques semaines plus tard.

Le fait que quiconque à gauche puisse être piégé par une telle propagande et y croire est une chose déplorable. Si le régime syrien n'a pas conclu un traité de paix avec Israël, la vérité est que ce n'était pas en raison d'un manque de volonté du côté syrien, mais par manque de volonté du côté israélien. Il y a en fait eu plusieurs cycles de négociations entre les deux États. Avant 2011, le Premier ministre turc d'alors, Erdogan, faisait office de médiateur entre celui qui était alors un bon ami, Bachar el-Assad, et Israël.

Ce qui a rendu la conclusion d'un accord de paix entre Israël et la Syrie plus difficile qu'entre l'Égypte et Israël tient dans les différences géographiques. Israël a rendu le Sinaï à l'Égypte en 1982 parce que cette région est en elle-même un rempart, en particulier parce que l'une des conditions de l'accord était que la région soit démilitarisée. La durée nécessaire à l'armée égyptienne pour traverser le désert entre le canal de Suez et la frontière israélienne permet aux forces aériennes israéliennes de la détruire plusieurs fois.

En revanche, le plateau du Golan est une position stratégique qui surplombe directement le territoire de l'Israël d'avant 1967. C'est la raison pour laquelle Israël a officiellement annexé le Golan en 1981. À part Jérusalem-Est, c'est la seule partie des territoires arabes occupés en 1967 qui a été officiellement annexée par l'État israélien.

Le régime Assad est intervenu au Liban en 1976 après avoir reçu le feu vert des États-Unis et

d'Israël afin d'écraser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la gauche libanaise ainsi que pour sauver l'extrême droite libanaise d'une défaite imminente. Suite à l'invasion israélienne du Liban en 1982, le régime Assad a poursuivi ce qu'Israël avait commencé en expulsant les combattants palestiniens de la moitié sud du pays, jusqu'à et y compris Beyrouth.

L'année suivante, par agents interposés, le régime Assad expulsa les combattants de l'OLP ainsi qu'Arafat lui-même du nord du Liban. Damas a soutenu ses alliés libanais du mouvement confessionnel chiite, Amal, dans sa guerre contre les camps palestiniens pour le reste de la décennie 1980. Et, en 1990, Hafez el-Assad a rejoint la coalition sous direction des États-Unis dans son assaut contre l'Irak, envoyant des troupes syriennes dans la guerre. Les gens oublient ou ignorent tout cela.

Le régime Assad n'a strictement aucune dimension anti-impérialiste. Il s'agit d'un régime de type mafieux purement opportuniste, cherchant à satisfaire ses propres intérêts. Il est, en même temps, l'un des régimes les plus despotiques de la région, pratiquant une répression extrêmement brutale.

Au début des années 1980, une répression majeure de la gauche s'est déroulée : près d'un millier de membres du Parti d'action communiste (7), clandestin, ont été jetés en prison et ont été soumis à de terribles tortures. Des centaines d'entre eux sont restés en prison pour des périodes allant de dix à vingt ans, bien qu'ils n'aient jamais été impliqués dans de quelconques actes violents ni même prêché la violence.

Le régime syrien a mis en œuvre des réformes néolibérales profondes au cours des quinze dernières années, avec des résultats très visibles. La Syrie a connu le développement d'une classe capitaliste des petits copains très corrompue, et le clan au pouvoir est passé de contrôle du pouvoir militaire et politique à détenteur clé de la puissance économique. Le cousin de Bachar el-Assad, Rami Makhlouf, est de loin l'homme le plus riche de Syrie. Et plusieurs de ses proches sont devenus très riches.

À l'autre extrémité du spectre social, la Syrie a vu déferler le chômage, la désindustrialisation et l'appauvrissement des campagnes. Tout cela a abouti à d'immenses tensions sociales, qui ont explosé en 2011. Sous cet angle, la Syrie a suivi le même modèle que le reste de la région.

Nada Matta : En quoi ceux qui se sont soulevés contre Bachar el-Assad en 2011 diffèrent-ils, ou pas, de leurs homologues tunisiens et égyptiens ?

Gilbert Achcar : Afin de justifier leur soutien au régime Assad, certains affirment que le soulèvement syrien, à la différence d'autres pays arabes, a été mené par des forces réactionnaires islamiques. C'est, une fois encore, totalement faux. Avant tout, autant en Tunisie qu'en Égypte, ceux qui sont parvenus à tirer avantage du soulèvement sont les forces islamiques fondamentalistes. Autant les Frères musulmans en Égypte que Ennahdha en Tunisie ont remporté les premières élections.

Donc si l'argument est que le soulèvement syrien est tombé sous la domination de forces islamiques, ceux qui l'utilisent auraient dû aussi soutenir l'ancien régime en Tunisie et en Égypte pour être cohérents.

En réalité, une partie de la gauche en Tunisie et en Égypte soutient actuellement l'ancien régime sur la base d'un argument similaire. En Égypte, une majorité de la gauche a soutenu le coup d'État de Sissi, même si certains d'entre eux ont pu ensuite le regretter. Le fait de base est qu'il y a eu des soulèvements populaires à travers l'ensemble de la région.

Si les forces islamiques fondamentalistes sont parvenues à devenir les plus importantes parmi les forces organisées dans ces soulèvements, sans exception, cela est dû, d'une part, à la faiblesse pratique et/ou politique de la gauche, mais c'est aussi et surtout le produit de plusieurs décennies de règne de régimes despotiques. Cela devrait être compris de tout le monde. Le régime syrien n'était

pas un bouclier contre le fondamentalisme islamique, ni Moubarak ou Ben Ali, et ce n'est le cas actuellement ni de Sissi ni d'Assad.

Depuis que Bachar el-Assad est arrivé au pouvoir en juillet 2000, succédant à son père sur un mode dynastique, il a encouragé le salafisme en Syrie. Les gens familiers avec la Syrie pouvaient remarquer la prolifération des niqabs (visages voilés) dans les rues syriennes. C'est une chose qu'a encouragée le jeune Assad, convaincu qu'il obtiendrait ainsi la paix sociale pour son régime et que l'idéologie islamique salafiste maintiendrait les gens éloignés de tout engagement politique. Finalement, cela lui a éclaté à la figure.

L'histoire est similaire dans l'ensemble de la région. Les États-Unis eux-mêmes ont favorisé le fondamentalisme islamique contre le nationalisme arabe et la gauche depuis les années 1950, jusqu'à ce que cela finisse par leur éclater à la figure. Afin de battre le nassérisme, Sadate relâcha de prison les membres des Frères musulmans et les laissa s'organiser. Ils ont été tolérés comme parti de masse sous Moubarak, bien qu'ils aient été placés sous surveillance policière étroite. En écrasant la gauche à l'aide des forces islamiques fondamentalistes, les États-Unis et les régimes de la région ont produit les conditions de la montée de l'opposition à partir de ces forces.

Ajoutons à cela que lorsque le soulèvement syrien débuta, le régime Assad fit tout ce qu'il put pour empêcher le développement du potentiel démocratique, laïc, non confessionnel. C'était effectivement la menace principale aux yeux du régime. Il a écrasé le mouvement avec la plus grande brutalité, emprisonnant des dizaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, qui étaient la force organisatrice et le fer de lance du soulèvement.

Parallèlement, ainsi que cela a été documenté dans de nombreux articles et livres, le régime a relâché de ses prisons les djihadistes qu'il détenait après les avoir utilisés en Irak. La mise en liberté de ces djihadistes était une opération machiavélique du régime afin d'accomplir la prophétie auto-réalisatrice qu'il propageait depuis le premier jour : l'affirmation que le soulèvement n'était rien d'autre qu'une conspiration djihadiste. Le régime a tout fait pour créer les conditions d'un essor du fondamentalisme islamique en Syrie afin de modifier le caractère du soulèvement.

En même temps, pour sa défense le régime dépendait de manière croissante des organisations libanaises et irakiennes à la solde de l'Iran, lesquels ne sont pas moins fondamentalistes islamiques que la majorité des forces islamistes syriennes opposées à Assad. Ceux qui prétendent que le régime syrien est « laïc » négligent totalement ce fait manifeste qui heurte de front leurs affirmations.

Début 2012, Al-Qaida est apparu en Syrie sous le nom de Front Al-Nosra, avec une forte implication de sa section irakienne, le prétendu État islamique d'Irak (ÉII), au sein duquel d'anciens membres du parti Baas d'Irak, le frère ennemi du parti Baas syrien au pouvoir, jouaient un rôle crucial.

Lorsqu'ils ont décidé de fusionner Al-Nosra avec l'ÉII sous le nom d'État islamique d'Irak et de Syrie (al-Sham, c'est-à-dire la Grande Syrie) connu sous le nom d'ÉIIS ou ÉIIL (L pour Levant [ISIS ou ISIL selon l'acronyme anglais], les Irakiens ont provoqué une rupture avec une partie des Syriens qui continuèrent en tant qu'Al-Nosra, ainsi qu'avec Al-Qaida à l'échelle internationale. C'était un développement très favorable pour Assad et ses acolytes. L'ÉIIL s'affrontait bien plus souvent à l'opposition à son régime qu'à ses troupes.

La vérité est la suivante : l'ÉI (Daech) est « l'ennemi préféré » du régime Assad car il suscite tant de répugnance en Occident qu'il est le meilleur argument du régime lorsqu'il tente de séduire les puissances occidentales pour qu'elles opèrent un changement d'attitude envers lui. La manière dont le régime syrien fait tout son possible, avec l'aide russe, pour pousser l'Occident à le soutenir au nom du combat contre l'ÉI est aujourd'hui tout à fait claire.

Une fraction croissante des élites des puissances occidentales – en particulier les plus réactionnaires du type Donald Trump ou Marine Le Pen et leurs semblables – prône précisément cela. Ils appellent à une alliance avec Assad et Poutine.

Deux camps contre-révolutionnaires

Nada Matta : Observant la Syrie d'aujourd'hui, des critiques affirment que toutes les forces sur le terrain sont contre-révolutionnaires. Cela est-il exact ? Les combattants sur le terrain ne sont-ils pas dans leur grande majorité des Syriens qui combattent la dictature ?

Gilbert Achcar : En effet, ils le sont. Mais l'un des aspects complexes de la situation dans la région est qu'il n'y a pas une opposition binaire classique révolution / contre-révolution. Nous sommes face à un triangle de forces.

D'un côté, un pôle révolutionnaire constitué d'un bloc de forces sociales et politiques représentant les aspirations des travailleurs, des jeunes et des femmes qui se sont soulevés contre l'ancien régime et qui aspirent à une société différente et progressiste.

Mais de l'autre côté, se trouvent non pas un mais deux camps contre-révolutionnaires. L'un d'eux est constitué par le camp de l'ancien régime, la contre-révolution classique. Le second, pour les raisons historiques que j'ai déjà mentionnées, est constitué par des forces réactionnaires de caractère religieux, lesquelles ont été initialement encouragées par les anciens régimes comme contrepoids face à la gauche, mais elles se sont développées et retournées contre ces régimes. Dans les deux cas il s'agit de forces contre-révolutionnaires dans le sens que leurs intérêts fondamentaux ainsi que leurs programmes s'opposent frontalement aux aspirations du pôle révolutionnaire qui lutte pour un changement social, économique et démocratique.

Lorsqu'ils ont accédé au pouvoir, les Frères musulmans en Égypte (en août 2012) et Ennahdha (en décembre 2011) en Tunisie incarnaient une autre version de la contre-révolution. Washington était convaincu qu'elle fonctionnerait mieux que l'ancien régime. Les deux formations ont continué les politiques sociales et économiques des anciens régimes.

Le seul changement qu'ils tentèrent de mettre en œuvre portait sur une « islamisation » des institutions – ou, plus exactement, l'approfondissement de l'islamisation des institutions en Égypte, car sous Sadate et Moubarak celle-ci était déjà bien entamée. Des tensions entre ceux-ci et l'ancien régime sont nées lorsqu'ils ont tenté d'affirmer leur contrôle sur l'appareil d'État. C'est l'arrière-plan du coup d'État de 2013 en Égypte.

Il existe ainsi dans l'ensemble de la région deux camps contre-révolutionnaires rivaux ainsi qu'un pôle révolutionnaire. La faiblesse pratique et/ou politique de ce dernier a permis à la situation de se développer en un affrontement plus bipolarisé entre les deux camps contre-révolutionnaires, tandis que le pôle révolutionnaire était marginalisé.

La Syrie constitue le cas le plus extrême. Le soulèvement de 2011 possédait un immense potentiel progressiste, autant si ce n'est plus que dans d'autres pays de la région en raison de la diffusion plus importante d'idées de gauche et progressistes au sein de la population syrienne – plus qu'en Égypte, mais moins qu'en Tunisie. Ce potentiel ne s'est toutefois pas matérialisé sous une forme organisationnelle. Des réseaux virtuels sur internet sont excellents lorsqu'il s'agit d'organiser des manifestations et des rassemblements, mais ils ne peuvent se substituer à un réel réseau organisationnel.

À cela il faut ajouter l'implication très active du bastion régional de la contre-révolution que représentent les monarchies pétrolières du Golfe, lesquelles firent tout leur possible pour renforcer

la composante islamique fondamentaliste de l'opposition syrienne aux dépens de tout le reste, car un véritable soulèvement démocratique est une menace sérieuse autant pour eux que pour Assad. En un sens, ils ont travaillé avec le régime Assad à la promotion de la composante islamique fondamentaliste de l'opposition au détriment de sa composante démocratique laïque.

Le résultat final en Syrie est effectivement une situation dominée par un affrontement entre deux forces contre-révolutionnaires : d'un côté le régime et ses alliés, de l'autre une opposition armée au sein de laquelle les forces dominantes soutiennent des perspectives politiques qui sont profondément en contradiction avec les aspirations progressistes initiales du soulèvement en 2011. Il est aussi exact de dire qu'il y a des forces d'opposition armées qui sont moins réactionnaires, bien qu'il soit difficile de les qualifier de progressistes.

Un fait plus important est qu'une bonne partie de ceux qui ont rejoint les groupes armés fondamentalistes islamiques ne l'ont pas fait pour des raisons idéologiques mais parce qu'ils pouvaient y recevoir des salaires, cela dans un contexte de détérioration rapide des conditions de vie en raison de la guerre. C'est un facteur clé y compris dans le développement de l'ÉIIL, ce qui lui a permis de recruter plusieurs milliers de combattants.

Cela dit, le potentiel qui s'est exprimé en 2011 n'a pas été écrasé, il est plutôt marginalisé politiquement. Nombreux sont ceux représentant ce potentiel à avoir quitté le pays parce que, d'un côté, ils sont radicalement opposés au régime et sont menacés par celui-ci et, de l'autre, parce qu'ils constatent la prolifération des forces réactionnaires, lesquelles sont aussi dangereuses pour eux.

La plupart de ceux qui ont survécu et qui n'ont pas fini en prison ont quitté le pays. Ces milliers d'activistes qui incarnaient le potentiel démocratique et progressiste du soulèvement de 2011 et sont aujourd'hui en exil, constituent une raison d'espoir en l'avenir.

Mais pour l'instant, le mieux que l'on puisse espérer est à la fin de cette terrible dynamique du « choc des barbaries », ainsi que je l'ai nommée dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001 (8), avec, à une extrémité le régime barbare d'Assad et, de l'autre, le barbare ÉIIL, ce dernier étant à l'origine un produit de la « première » barbarie, l'occupation américaine de l'Irak. La guerre civile, la destruction de la Syrie et le massacre de sa population par le régime doivent prendre fin dans des conditions qui permettent aux réfugiés de revenir d'exil, ou des déplacements à l'intérieur du pays, dans leurs villes natales (9). C'est aujourd'hui la chose la plus urgente.

Il n'existe pas, en ce moment, une quelconque perspective progressiste. Quiconque pense autrement rêve. En l'absence de telles possibilités, le mieux qui puisse arriver c'est qu'il soit mis fin à la détérioration continue provoquée par la guerre. Pour que la guerre se termine, un certain type de compromis entre le régime et l'opposition est nécessaire. Mais pour que cela se produise, Assad doit partir, car aucun compromis réalisable, aucune fin au conflit n'est possible si Assad reste en place.

Par leur soutien à Assad, la Russie et l'Iran bloquent la possibilité d'un compromis. Depuis 2012, l'administration Obama déclare « nous ne prôtons pas un changement de régime en Syrie, mais nous pensons qu'Assad devrait se retirer afin qu'un compromis entre le régime et l'opposition puisse voir le jour. »

Obama favorisait ce qu'il appelait une « solution yéménite ». Au Yémen, le président a accepté de quitter ses fonctions et de remettre le pouvoir au vice-président, en février 2012 et le régime est resté le même. Un gouvernement de coalition entre l'opposition et le régime, à l'exception du clan du président, a été mis en place. Comme nous le savons, celui-ci n'a pas duré longtemps, mais en 2012 Obama le considérait, et il le considère encore, comme le modèle à suivre en Syrie.

L'Iran et la Russie, en revanche, craignent que si le clan Assad s'en va, cela pourrait désorganiser l'ensemble d'un régime devenu très fragile, et ils auraient beaucoup à perdre car la Syrie est l'un de leur État allié clé dans la région. Ils empêchent donc tout progrès en direction d'un compromis négocié.

Un tel compromis serait certes loin d'être un idéal. Mais sans un arrêt de la guerre, aucun renouveau du potentiel progressiste et démocratique tel qu'il est apparu lors du soulèvement de 2011 n'est possible. Le potentiel existe encore : si la guerre cesse et que les questions sociales et économiques reviennent sur le devant de la scène, les gens s'apercevront de la futilité de ces deux camps, et qu'ils n'ont aucune solution à apporter aux problèmes du pays.

Nada Matta : Certains prétendent que si Assad devait quitter le pouvoir, l'ÉI et Al-Nosra prendraient la suite. Tu affirmes au contraire que l'éviction d'Assad hâterait la lutte pour la libération.

Gilbert Achcar : En effet. La raison principale qui permet à Al-Nosra et l'ÉI de se développer réside dans la présence persistante du régime Assad. C'est, en premier lieu, la barbarie du régime Assad dans sa répression du soulèvement qui a créé le terreau permettant la croissance d'Al-Qaida et de l'ÉI en Syrie.

Il n'existait pas de masses disponibles, attendant de rejoindre de tels groupes cinglés. Les gens ont fini par trouver en eux une réponse appropriée aux atrocités commises par le régime, et aussi contre le chaos dominant. L'ÉIIS a joué là-dessus, imposant un ordre religieux totalitaire qui fournit des services sociaux de type étatique. C'est la raison pour laquelle il s'est baptisé « État » islamique.

La seule façon possible de se débarrasser de l'ÉIIS et d'Al-Qaida, c'est de supprimer les causes qui ont conduit des gens à rejoindre ces groupes. Lorsque les États-Unis ont tenté d'écraser Al-Qaida par la force lors de la bataille et des massacres à Falloujah en Irak en 2004, ils ont échoué lamentablement. Ce n'est que lorsqu'ils ont changé de stratégie et donné un rôle de protagoniste aux tribus arabes sunnites au moyen de fonds et d'armes qu'ils sont parvenus à marginaliser Al-Qaida (10).

Al-Qaida devenue ÉIIS est ensuite parvenue à reprendre le contrôle sur de larges parties de l'Irak au cours de l'été 2014 parce que le gouvernement confessionnel chiite de Nouri Al-Maliki, soutenu par l'Iran, a recréé les conditions du ressentiment des Arabes sunnites d'Irak qui avait permis à Al-Qaida de se développer à l'origine sous l'occupation américaine. C'est la raison pour laquelle la plupart des Arabes sunnites d'Irak craignaient paradoxalement l'évacuation américaine d'Irak en 2011. Par une ironie de l'histoire, ils en étaient arrivés à voir les troupes américaines comme une protection contre le gouvernement confessionnel chiite de Maliki (11).

Il est nécessaire de supprimer les conditions du ressentiment arabe sunnite en Syrie pour pouvoir mettre un terme à l'attraction d'Al-Nosra, de l'État islamique et d'autres forces fondamentalistes. Pour cela, la première condition est le retrait du pouvoir du clan Assad, car il est rejeté par une grande partie de la société syrienne.

Irak, le plus important désastre de l'impérialisme américain

Nada Matta : Venons-en à la géopolitique et aux États-Unis. Comment décrirais-tu la réponse américaine à ces soulèvements ?

Gilbert Achcar : C'est une fois de plus une dimension sur laquelle la gauche réagit par inertie. Nombreux sont ceux qui ne parviennent pas à saisir que l'expérience irakienne a été un désastre

décisif. Il s'agit en réalité du plus important désastre dans l'histoire de l'impérialisme américain. D'un point de vue stratégique, il est même pire que le Vietnam.

Les gens ne parviennent pas à comprendre qu'après George W. Bush (12), l'administration Obama n'a plus travaillé dans le « changement de régime ». Le slogan d'Obama face aux soulèvements arabes de 2011 était « transition dans l'ordre » et non « changement de régime ». Il souhaitait préserver les régimes au moyen de changements limités au sommet qui permettraient une transition en douceur sans perturbation fondamentale de régime.

Cela s'applique y compris à la Libye. L'intervention sous direction américaine en Libye était une tentative de cooptation du soulèvement libyen en vue de le piloter vers une transition négociée avec le fils de Kadhafi, le rejeton du clan chéri par l'Occident. Ils ont tenté cela jusqu'au dernier moment, mais ils ont lamentablement échoué parce que l'insurrection à Tripoli a abouti à l'effondrement du régime.

C'est pourquoi la Libye est devenue un désastre supplémentaire du point de vue de l'impérialisme américain et un argument de plus contre tout « changement de régime » qui comprendrait un démantèlement de l'État, ainsi que cela s'était produit auparavant en Irak. C'est pourquoi le gouvernement américain n'a jamais dit qu'il souhaitait un renversement du régime en Syrie. Ils se sont limités à dire que Bachar el-Assad devait se retirer afin de permettre une transition négociée.

Ils veulent que l'homme s'en aille, mais que le régime reste en place. Les États-Unis ont été confrontés au soulèvement arabe de 2011 alors qu'ils se trouvaient en fait au point le plus bas de leur hégémonie régionale depuis 1990. Au cours de cette même année 2011, ils ont évacué l'Irak sans avoir atteint aucun des objectifs impérialistes clés fixés lors de l'invasion.

L'intervention en Libye a pu se faire également grâce au feu vert russe. Autant la Chine que la Russie se sont abstenues au Conseil de sécurité de l'ONU. Elles auraient pu opposer un veto à l'intervention, mais elles ne l'ont pas fait. À la différence de Kadhafi, cependant, le régime syrien est considéré par la Russie comme un allié important alors que Kadhafi avait, dans les dernières années, modifié ses rapports, devenant un bon ami de Washington, Londres, Paris (13) ainsi que de l'Italie de Berlusconi.

En ce qui concerne la Syrie, Washington n'a jamais envisagé sérieusement une intervention militaire directe. À un moment donné, en août 2013, Obama s'est empêtré dans sa propre « ligne rouge » sur la question de l'utilisation d'armes chimiques. Il a été très soulagé par le compromis avec Assad que la Russie lui avait offert. Dans l'ensemble, la situation est bien plus complexe que la logique simpliste « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » qui façonne une bonne partie de la gauche « anti-impérialiste » aux réactions pavloviennes.

Nada Matta : Si les États-Unis et la Russie s'accordent quant au maintien du régime syrien, quel est donc le nœud de leur désaccord ?

Gilbert Achcar : Le désaccord porte, bien sûr, sur la question Assad. Jusqu'à maintenant la Russie s'agrippe à lui parce qu'ils estiment que le clan Assad est la seule garantie de leur domination sur la Syrie. La Russie n'est pas moins impérialiste que les États-Unis, et elle est même plus brutale si l'on se souvient ce qu'elle a fait en Tchétchénie malgré le fait qu'elle fasse partie de la Fédération de Russie (l'équivalent de l'un des États des États-Unis).

En ce qui concerne les standards sociaux, le régime russe a une orientation de droite néolibérale, y compris plus affirmée que les normes encore en vigueur aux États-Unis. L'impôt forfaitaire sur le revenu est de 13 % en Russie alors que la limite est de 40 % pour les impôts fédéraux aux États-

Unis, sans compter les impôts locaux. L'impôt sur les entreprises russes est de 20 % alors qu'il est de 35 % aux États-Unis, une fois encore sans compter les impôts locaux. Le républicain le plus fou ne pourrait rêver de faire quelque chose de semblable aux États-Unis.

Poutine joue également la carte religieuse en amenant l'Église orthodoxe russe à bénir son intervention en Syrie comme une guerre sainte. L'opinion de certaines personnes de gauche, qui vivent dans une autre dimension temporelle et sont convaincues que la Russie est la poursuite de l'Union soviétique et que Vladimir Poutine est « l'héritier de Vladimir Lénine », est tout à fait grotesque.

Nada Matta : Mais quels sont les intérêts impérialistes de la Russie en Syrie ?

Gilbert Achcar : La Syrie est un pays où la Russie possède une base aérienne et une base d'entretien de navires de guerre. La Russie réagit de la même manière que Washington l'aurait fait envers tout pays où se trouvent des bases semblables. Le régime Assad est l'allié stratégique le plus étroit de Moscou dans la région.

Cela permet aussi à Poutine de dire à tous les dictateurs : « Vous pouvez compter sur moi pour vous protéger contre les soulèvements populaires, bien plus que sur Washington. Comparez mon soutien à Assad avec l'abandon de Moubarak par les États-Unis. » C'est pourquoi Poutine est devenu un tel ami du nouveau dictateur d'Égypte, Sissi.

Nada Matta : Poutine souhaite donc améliorer son rôle impérialiste dans le monde arabe ?

Gilbert Achcar : Les actions de Moscou sont fondées sur la même logique que celles de Washington. La Russie considère la Syrie comme une ressource stratégique de la même manière que les États-Unis voyaient le Vietnam par le passé, ou tout régime que Washington était disposé à soutenir par le biais d'une intervention militaire directe.

Actuellement, Poutine est plus enclin à recourir à une intervention militaire directe que ne l'est Obama. L'impérialisme américain est toujours affecté par l'héritage du « syndrome vietnamien », qui a été en fait ravivé suite au terrible échec en Irak, même si les Bush, père et fils, pensaient parvenir à s'en débarrasser.

Poutine en tire avantage en se montrant plus décidé que Washington sur la Syrie, en soutenant pleinement le régime Assad alors que le soutien que les États-Unis apportent à l'opposition syrienne ne peut se comparer en aucune mesure. Le soutien de Washington à l'opposition est plus une matière à plaisanteries qu'autre chose. Alors que Moscou et Téhéran fournissent un soutien total, y compris par un fort engagement de combattants par « procuration » de la part de l'Iran.

Le régime saoudien n'est pas éternel

Nada Matta : Le royaume saoudien et les autres monarchies du Golfe se sont beaucoup investis dans la destruction des soulèvements. Le coup de Sissi en Égypte n'aurait pas été possible sans le plein soutien saoudien. Les Saoudiens seront-ils capables de jouer ce rôle longtemps ? Quelles sont les perspectives de changement dans les pays du Golfe ?

Gilbert Achcar : Il s'agit là en effet d'un problème majeur. Le Royaume saoudien a toujours été une pièce maîtresse de la réaction dans la région. C'est le rôle qu'il joue depuis sa création car il a toujours été l'État le plus réactionnaire de la planète. Si on considère que l'État islamique est bien un État, il y a là un concurrent des Saoudiens sous cet angle. Ils ont un grand nombre de traits communs et partagent une histoire similaire à l'exception qu'ils ont été créés par des moyens très différents à un siècle de distance.

Le Royaume saoudien est un bastion réactionnaire majeur de la région, mais sa capacité à jouer un rôle militaire direct tient plus à son environnement proche, le Golfe. Il a joué un rôle clé en aidant la monarchie du Bahreïn à réprimer le soulèvement dans ce pays. Au Yémen, l'Arabie saoudite intervient au côté du gouvernement de coalition issu du compromis yéménite de novembre 2011, en opposition au président déchu Ali Abdullah Saleh, allié actuellement avec les Houthis. Fondamentalement, il s'agit là d'un autre affrontement entre deux camps contre-révolutionnaires, comme nous en avons déjà discuté.

En Syrie, le régime saoudien joue un rôle, mais principalement par le biais du financement et non par une intervention directe. Pour les populations de toute la région, c'est une « malchance » terrible que les Al Saoud aient pris – et ont été appuyés – la tête d'un pays qui s'est révélé posséder les plus vastes réserves de pétrole du monde. Cela leur assure des moyens extraordinaires, qu'ils utilisent depuis des décennies en aidant leur suzerain américain et en diffusant leur idéologie fondamentaliste profondément réactionnaire.

De bien des façons, il n'est pas possible de comprendre la force du fondamentalisme dans le monde islamique contemporain si on ignore le facteur crucial que constitue le royaume saoudien dans son développement. Sur le long terme, cet obstacle majeur ultra-réactionnaire doit disparaître afin que les processus révolutionnaires dans la région puissent déboucher sur une perspective progressiste.

Les deux pôles de la contre-révolution dans la région arabe sont soutenus par des forces rivales : les États-Unis et la Russie, les monarchies du Golfe et l'Iran. N'oublions pas que l'Iran est également un régime islamique fondamentaliste, bien que d'un autre genre. Le processus révolutionnaire arabe fait face à toutes ces forces.

Nada Matta : Si l'on considère les quantités d'argent à disposition, il semble sans espoir que l'Arabie saoudite puisse changer. Je me demande comment tu évalues les perspectives de changement dans ce pays.

Gilbert Achcar : Ils disposent certes d'énormément d'argent, mais il y a néanmoins beaucoup de pauvreté au Royaume saoudien. Le paradoxe d'un État si riche ayant une telle pauvreté – parmi ses ressortissants, sans parler des migrants – produit de profonds mécontentements contre la monarchie.

L'expression la plus rudimentaire d'opposition à la monarchie a consisté jusqu'à maintenant à faire de la surenchère par rapport à sa propre marque d'ultra-fondamentalisme, connue sous le nom de wahhabisme. C'était le cas lors de l'assaut de 1979 contre la mosquée de La Mecque (14) et plus récemment avec Al-Qaida. Tout le monde sait que 15 des 19 attaquants du 11 septembre 2001 étaient de nationalité saoudienne. Un grand nombre de membres d'Al-Qaida étaient, et le sont encore, de nationalité saoudienne.

Une telle opposition est la seule qui soit arrivée à se développer en Arabie saoudite, précisément parce qu'elle pouvait œuvrer à l'intérieur de l'idéologie du régime, tandis qu'il est bien plus difficile qu'une opposition progressiste puisse s'y développer, sans même parler d'une opposition féministe ou chiite.

Un potentiel progressiste dans le royaume existe cependant, il explosera tôt ou tard, de la même manière que ce qui s'est produit dans les autres pays de la région. Après tout, le shah d'Iran disposait d'un régime très répressif, et beaucoup de gens le pensaient à l'abri de l'effondrement.

Nous avons pourtant vu comme la vague révolutionnaire qui débuta en Iran à la fin des années 1970 est rapidement parvenue à mettre à bas le régime du shah. Les régimes éternels n'existent pas, et le

régime saoudien, basé sur une oppression terrible, d'énormes inégalités ainsi que sur un traitement effroyable des femmes, ne l'est certainement pas.

Tâche titanesque, mais pas impossible

Nada Matta : En connaissant ta familiarité avec la gauche radicale dans le monde arabe, es-tu optimiste quant aux perspectives de la révolution arabe ? Est-il juste de dire que le succès de la révolution arabe repose en dernière instance sur un succès de la mobilisation des travailleurs ?

Gilbert Achcar : Pour résumer ce dont nous discutons depuis le début de notre conversation, je reste plein d'espoir, même si je ne me qualifierais pas d'optimiste. Il y a une différence qualitative. L'espérance est la conviction qu'il y a toujours un potentiel progressiste. L'optimisme est la croyance que ce potentiel gagnera.

Je ne parie pas sur sa victoire, car je sais combien la tâche est difficile, ce d'autant plus lorsque, dans de nombreux pays, la construction de directions progressistes alternatives doit se faire presque à partir de zéro. La tâche est titanesque, immense, mais elle n'est pas impossible. Personne ne s'attendait à un soulèvement progressiste aussi impressionnant que celui de 2011.

Le processus révolutionnaire sur le long terme dans la région se mesurera en décennies, pas en années. Dans une perspective historique, nous nous trouvons encore dans sa phase initiale. Cela devrait être un encouragement important pour engager des actions intensives dans la construction de mouvements progressistes à même d'en prendre la tête. L'alternative : poursuivre la descente dans la barbarie et un effondrement général de l'ordre régional dans ce terrible chaos que nous voyons déjà se développer dans plusieurs pays.

Quant aux travailleurs, lorsque je parle de directions progressistes, il va sans dire pour moi que le mouvement des travailleurs devrait être une partie clé de celles-ci. C'est pourquoi les pays où il y a un grand potentiel dans ce domaine, comme la Tunisie et l'Égypte, doivent indiquer la voie. Nous pourrions alors assister à un effet boule de neige.

N'oublions pas que le monde arabe n'est pas situé sur une autre planète. Il fait partie du contexte mondial, et est très proche de l'Europe. Ainsi, le développement de la gauche radicale en Europe peut aussi avoir une grande influence sur le développement de son équivalent dans le monde arabe.

Entretien avec Gilbert Achcar conduit par Nada Matta

Notes

1. En Égypte, en janvier-février 2011, il y a eu 800 morts.
2. Pensée consistant à prendre ses désirs pour la réalité.
3. Naguib Sawiris, un des fondateurs du Parti des Egyptiens libres, est à la tête d'un conglomérat, actif en particulier dans les télécommunications, Orascom, qui est l'un des plus grands employeurs privés d'Égypte et aussi un investisseur hors d'Égypte.
4. Gamal Abdel Nasser (1918-1970), officier depuis 1938, fondateur et dirigeant du Mouvement des officiers libres après la guerre israélo-arabe en 1948, a organisé le coup d'État de 1952 qui a détrôné le roi Farouk 1^{er} et permis au Conseil de commandement révolutionnaire égyptien de prendre le pouvoir. Il dirigera l'Égypte jusqu'à sa mort le 28 septembre 1970, organisera une réforme agraire, nationalisa le canal de Suez, prendra part à la conférence de Bandung en 1955 où les pays du tiers monde choisirent le non-alignement, aura une grande influence sur le nationalisme

arabe.

5. Anouar el-Sadate (1918-1981), officier depuis 1938, emprisonné pour espionnage en faveur de l'Afrika Korps en 1942, un des fondateurs du Mouvement des officiers libres créé par Nasser après la guerre israélo-arabe en 1948, a participé au coup d'État de 1952. Après avoir assumé quelques fonctions ministérielles, il devient président de la chambre basse du Parlement en 1960, puis est nommé vice-président en décembre 1969. Après la mort de Nasser il est candidat unique à l'élection présidentielle et devient président. En septembre 1981 il lance une grande vague de répression contre tous les opposants. Le 6 octobre, un mois après la vague d'arrestations, Sadate est assassiné durant une parade militaire par des membres de l'armée qui appartiennent à l'organisation du Jihad islamique égyptien, fondée par d'anciens membres des Frères musulmans.

6. Les accords de Camp David ont été signés le 17 septembre 1978 par le président égyptien Anouar el-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin (ce qui leur a valu le prix Nobel de la paix), sous la médiation du président démocrate des États-Unis, Jimmy Carter. Après la signature de ces accords, l'Égypte, qui avait porté le leadership parmi les pays arabes à l'époque de Nasser, se retrouva isolée pour n'avoir pas mis davantage en avant les intérêts arabes, notamment ne pas avoir obtenu de concessions israéliennes sur la reconnaissance des droits des Palestiniens à l'autodétermination. L'Égypte fut également exclue de la Ligue arabe de 1979 à 1989.

7. Parti d'action communiste (PAC), fondé en 1975, comptait dans ses rangs des courants staliniens révolutionnaires et même un courant trotskiste. La question de la chute du régime fut posée depuis l'année 1979, exposant ce parti à des vagues successives de répression, de poursuites et d'arrestations continues, qui ont provoqué, au début des années 1990, la paralysie de son activité politique et organisationnelle. Le PAC a fait de nouveau parler de lui au début des années 2000, lorsque des éléments de sa direction furent libérés de prison (certains y avaient passé plus de 17 ans). Il a connu des déchirements et des transformations idéologiques, allant du libéralisme à l'engagement révolutionnaire, en passant par le stalinisme.

8. Voir l'ouvrage de G. Achcar, le Choc des barbaries, Ed. Complexes 2002, réédité par 10/18 en 2004.

9. La moitié de la population syrienne est déplacée soit dans des camps de réfugié-e-s à l'extérieur du pays, soit en divers endroits à l'intérieur du pays.

10. Par le biais du mouvement dit « du Réveil », Sahwa.

11. Nouri Al-Maliki a été président de l'Irak de 2006 à 2014, puis vice-président.

12. George W. Bush a été président des États-Unis de 2001 à 2009.

13. Mouammar Kadhafi (1942-2011) est venu en France à l'invitation de Nicolas Sarkozy en décembre 2007, installant sa tente étant dans les jardins de l'hôtel Marigny.

14. En 1979, des islamistes opposés à la monarchie ont pris en otage les personnes présentes dans la mosquée de La Mecque. Il y a eu plusieurs dizaines de morts.

P.-S.

* « Qu'est-il arrivé au printemps arabe, cinq ans après ? ». Inprecor n° 624 février-mars 2016 :

<http://www.inprecor.fr/article--Qu'est-il%20arrivé%20au%20printemps%20arabe,%20cinq%20ans%20après%C2%A0%20%202-2?id=1860>

Cet entretien a été publié le 17 décembre 2015 sur le site de la revue américaine Jacobin (<https://www.jacobinmag.com>), puis traduit de l'anglais par la revue électronique suisse A l'Encontre (<http://alencontre.org>) (Les intertitres et les notes sont de la rédaction d'Inprecor, qui a revu la traduction).

* Gilbert Achcar est professeur au SOAS (Université de Londres). Il a publié dernièrement, en français, *Le peuple veut* (Sindbad-Actes Sud, Arles 2013), *Marxisme, orientalisme et cosmopolitisme* (Sindbad-Actes Sud, Arles 2015), *Les Arabes et la Shoah* (Sindbad-Actes Sud, Arles 2009). Nada Matta est doctorante en sociologie à l'université de New York.